

2 Politique

Dialogue politique

Les participants déterminés à surmonter leurs divergences



Photo : Bandoma

Majorité ...



Photo : Bandoma

... et opposition au cours des travaux de la commission " Les réformes électorales".

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Tout sera mis en œuvre, selon eux, pour aboutir à des "consensus forts".

L'OPTIMISME était de mise, hier, au stade d'Angondjé, chez la plupart des participants au Dialogue politique. En dépit de nom-

breux points divergents qui, selon certaines indiscretions, diviserait les membres des commissions "La réforme des institutions et la consolidation de l'État de droit" et " Les réformes électorales", représentants de la majorité et de l'opposition ont exprimé leur détermination à aboutir à des décisions consensuelles allant dans le sens de la satisfaction de l'intérêt général.

Cette précision est de taille, vu que, selon certaines sources, les divergences dans les deux commissions précitées découleraient de la volonté des uns et des autres à privilégier leurs intérêts partisans sur fond d'arrière-pensées de toutes sortes et d'interprétations juridiques divergentes. Quoiqu'il en soit, les représentants de chaque camp s'arc-bouteraient sur leurs

positions respectives, décidés à ne rien lâcher sur les problématiques sur lesquelles ils planchent. Si bien que d'aucuns évoquent sous cape des blocages, qui pourraient nécessiter le recours aux co-facilitateurs dans les tout prochains jours. Une éventualité qui, ont laissé entendre quelques participants, est somme toute normale en pareille

circonstance. Tant chaque camp, selon eux, estime que les problématiques (redécoupage électoral, redéfinition du rôle et des missions des instances en charge de l'organisation des élections politiques, durée des mandats politiques, révision du fichier électoral, la réforme du Conseil national de la Démocratie comme cadre permanent du dialogue et

de la concertation politique, mode de désignation et durée du mandat des membres de la Cour constitutionnelle ainsi que ses missions, etc.) constituent la trame la plus importante des assises se tenant dans la banlieue nord de la capitale gabonaise. Dans tous les cas, ont laissé entendre certains, tout sera mis en œuvre pour parvenir à des "consensus forts".



Photo : Bandoma

Vue partielle des représentants de la majorité...



Photo : Bandoma

... et de l'opposition de la commission " La réforme des institutions et la consolidation de l'Etat de droit".

Coulisses

M.A.M
Akanda/Gabon

• Les perdiems de la discorde



Photo : Bandoma

Beaucoup de participants contestent la modicité des perdiems perçus.

APRES avoir tempêté, pendant quelques jours, avant le paiement de leurs perdiems, les participants à la phase politique de ce Dialogue ont, de nouveau, exprimé leur mécontentement. Beaucoup parmi eux espéraient plus qu'ils n'en ont reçu. Ils estiment, en effet, que le montant perçu ne correspond pas au volume du travail abattu depuis le début.

• Les prestations du pool communication s'améliorent



Photo : Bandoma

L'un des porte-paroles de la majorité faisant le point avec la presse.

Alors que les journalistes se plaignaient du difficile accès à l'information, le pool communication pèse désormais de tout son poids pour faciliter le travail à la presse. Depuis quelques temps, les différents porte-paroles des commissions sont mis à la disposition des journalistes pour faire le point de leurs travaux respectifs. Une avancée considérable même si, hier par exemple, la presse s'en est sortie toute seule.

• Un surplus de participants

Au terme des travaux du comité ad hoc paritaire chargé de préparer le dialogue politique, 85 membres par délégation (majorité et opposition) avaient été retenus pour



Photo : Bandoma

Il y a eu plus de participants que prévu.

prendre part à ces assises. Un quota qui n'a pu être respecté. Finalement, on se rend compte que c'est plus de 100 personnes de chaque côté qui participent aux travaux qui se tiennent au stade d'Angondjé. C'est dire tout l'intérêt que suscitent ces assises auprès des Gabonais.

Erratum

DANS la légende de l'une des photos illustrant notre article relatif au débat sur la réduction ou non du nombre des institutions dans notre pays (L'union d'hier, page 2), nous avons malencontreusement écrit que Me Séraphin Ndaot Rembogo était l'un des coprésidents de la commission "Réforme des institutions et consolidation de l'Etat de droit démocratique" pour le compte de la majorité. Il fallait plutôt lire "pour le compte de l'opposition". Dont acte.